

### *L'agriculture*

En outre, le sujet à l'étude cet après-midi, l'agriculture, est une question qui me tient à cœur. C'est d'ailleurs un sujet qui préoccupe un grand nombre de Canadiens et pour bien des raisons, non seulement en tant que producteurs mais en tant que consommateurs.

Malheureusement, beaucoup d'entre nous tiennent l'agriculture pour acquise, et pourtant, que nous voulions l'admettre ou non, nous en dépendons tous étroitement. Je répéterai encore une fois, bien qu'on l'ait dit à maintes reprises, que sans une agriculture prospère, nous ne pourrions jouir du niveau de vie que nous avons actuellement. Rares sont ceux qui ignorent que le Canada et les États-Unis sont des pays qui consacrent le moins de leur revenu disponible à l'alimentation.

Je vois que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) écoute attentivement. J'espère qu'il restera durant tout mon discours parce que à la fin, j'aurai quelques suggestions à lui faire pour améliorer le secteur agricole. Je sais que le ministre a rappelé souvent que les Canadiens ne consacraient qu'un faible pourcentage de leur revenu à l'alimentation.

Sans un secteur agricole dynamique dans notre pays, nous ne serions pas dans cette situation et nous ne pourrions pas profiter d'acquis comme la semaine de travail de 40 heures ou les congés payés. Dans des pays comme l'Inde, le coût de la nourriture engloutit 50 p. 100 du travail des habitants, qui n'ont évidemment pas le temps de faire les choses que nous faisons après le dîner. Bon nombre d'entre eux travaillent dans les champs et dans les jardins pour assurer leur subsistance. Nous devrions apprécier d'avoir une agriculture aussi dynamique.

En effet, le secteur agricole est non seulement efficace pour ce qui est de la couverture des besoins de notre pays, mais il est aussi dynamique par rapport aux devises étrangères qu'il nous rapporte. Au cours de cette année financière, nous allons exporter environ huit milliards de dollars de produits agricoles, et dans le même temps, nous allons en importer en gros cinq milliards. Au chapitre de l'agriculture, notre balance des paiements est donc excédentaire, ce qui est très important pour le taux des changes, la valeur de notre dollar et les taux d'intérêt.

Tout le monde dans notre pays souhaite que nous encourageons l'agriculture, non seulement pour satisfaire à nos propres besoins, mais pour gagner autant de devises étrangères que possible afin d'améliorer la situation sur le plan des taux d'intérêt et la valeur de notre monnaie et, partant, pour réduire le taux d'inflation.

L'agriculture est un secteur vital de notre économie. Je pourrais citer toute une foule de chiffres. L'agriculture est, par exemple, le troisième secteur manufacturier de notre pays. Toutefois, je crois avoir bien montré ce que je voulais prouver. La plupart des gens conviendront que l'agriculture est un secteur très important et qu'à bien des égards, c'est un secteur dominant de notre économie.

Que s'est-il passé ces dernières années? Je vais remonter au temps où le ministre actuel s'est vu confier le portefeuille de l'Agriculture, en 1968—je vois le ministre faire non de la tête.

**M. Whelan:** 1972.

**M. Mayer:** Je me trompe, le ministre dit que c'était en 1972. Je ne peux pas le blâmer pour toutes les erreurs qui ont été commises avant 1972, mais je pourrais lui faire beaucoup de reproches pour les erreurs qui ont été commises depuis cette date. Je ne pense pas que cela va nous retarder beaucoup dans ce que nous avons à dire à son propos.

● (1510)

Que se passe-t-il depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, exception faite des quelques mois où nous avons eu le privilège de former le gouvernement? L'agriculture souffre de bien des maux. Tout le monde m'accordera sûrement que le plus grave, aujourd'hui, c'est celui des taux d'intérêt. L'agriculture dépend beaucoup des taux d'intérêt car elle est grande consommatrice de capitaux. Entre autres, ces capitaux servent à créer des emplois. J'ai ici des chiffres publiés par Statistique Canada pour 1979. On y signale qu'il faut à l'industrie agricole \$56,000 environ pour créer un emploi. Dans l'industrie manufacturière, il en faut \$37,000 pour y arriver. Ce besoin de capital est l'une des raisons qui expliquent que l'agriculture soit devenue très efficace ces dernières années. Elle s'est servie des ces sommes énormes pour accroître sa productivité.

Une autre raison explique le fait que l'industrie agricole soit plus touchée que les autres industries canadiennes: elle est l'unique secteur important de notre économie qui s'autofinance. Elle s'autofinance à partir de ses propres revenus. Elle n'emprunte pas comme d'autres entreprises qui exploitent des ressources comme Imperial Oil ou d'autres grandes sociétés dont les titres sont inscrits à la Bourse. D'une manière générale, l'agriculture réussit à se financer à partir de ses propres gains. Les agriculteurs s'adressent aux banques, aux caisses populaires ou à d'autres établissements comme la Société du crédit agricole. Ils empruntent de l'argent qu'ils doivent rembourser. D'autres industries empruntent sur le marché ou vendent des actions ou des obligations remboursables sur une longue période. Pour ces deux raisons, l'agriculture dépend étroitement du capital.

J'y reviendrai et j'espère que le ministre m'écoute. L'agriculture dépend du capital parce qu'il lui en faut beaucoup pour produire un seul emploi et elle est à la merci des taux d'intérêt parce qu'elle engendre son propre capital et doit le rembourser en puisant dans ses propres gains.

Quand les taux d'intérêt sont élevés, la productivité du secteur agricole décline. J'ai ici des chiffres à l'appui. D'abord, l'intérêt sur les dettes agricoles. On peut l'envisager de deux façons: la part des frais d'exploitation et les dépréciations et le pourcentage des recettes en espèces.

La statistique pour 1956 révèle que l'intérêt sur les dettes agricoles représentait 4.3 p. 100 des frais d'exploitation. Cette année-là, les recettes de caisse ne représentaient que 2.8 p. 100. Celles-ci servaient à payer l'intérêt sur les emprunts. Dix ans plus tard, en 1966, ce pourcentage avait monté à 4.7 p. 100 soit près du double. En 1976, il était de 6.7 p. 100 et, en 1980, 10.2 p. 100. Et on prévoit que cette année il sera de 11.3 p. 100, soit presque quatre fois ce qu'il était en 1956. Cette tendance à la hausse indique assez clairement pourquoi les taux d'intérêt ont un tel effet sur l'ensemble de l'agriculture.